



ATELIERS

Jeudi 5 octobre 2017

Atelier 1 : Incitations et sanctions à l'aide sociale : quelles pratiques et quelles conséquences ?

Caroline Regamey : Chargée de politique et recherche sociales, Centre social protestant Vaud
Yann Roduit : Chef de service, Affaires sociales, ville de Sion

Résumé

Depuis 2005, la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) émet des recommandations intégrant un système d'incitations et sanctions à l'aide sociale.

Des éléments de nature incitative sous forme notamment de suppléments d'intégration, accompagnés de mesures de sanction, complètent dès lors les contrats d'insertion déjà instaurés dans certains cantons. A l'heure actuelle tous les cantons disposent d'une ou plusieurs normes à caractère incitatif dans le cadre de l'octroi et de la gestion de l'aide sociale.

Les moyens incitatifs disponibles sont-ils adaptés ? Quels sont les effets de cette logique d'activation des bénéficiaires de l'aide sociale ? Comment les pratiques des services sociaux se sont-elles adaptées à ce cadre, en termes de méthodologie d'intervention, et notamment d'outils d'analyse et de négociation mobilisés dans la relation d'aide ? Quel(s) rôle(s) les sanctions peuvent-elles revêtir dans le contexte de l'aide sociale ?

Cet atelier mettra en lumière et en discussion différents aspects et points de vue liés à ce régime, sous l'angle pratique, mais aussi politique, ainsi que certains des paradoxes et tensions qui peuvent en découler.

Notices biographiques

Yann Roduit est au bénéfice d'un diplôme fédéral d'expert en assurances sociales. Il est également titulaire d'un brevet fédéral de spécialiste en gestion des ressources humaines, formation complétée par deux CAS en Human Capital Management de la HEIG VD ainsi que de plusieurs certificats en formation d'adulte et en PNL. Après avoir travaillé quelques années pour la Confédération à Berne, il a rejoint son canton d'origine, le Valais, pour œuvrer en qualité de responsable d'un organisateur de mesures d'insertion socioprofessionnelle. Puis, de 2007 à 2014, il a occupé la fonction de responsable des ressources humaines de la capitale valaisanne. En 2015, il est promu à la direction du service des affaires sociales de la Ville de Sion, dicastère qui comprend la curatelle, l'aide sociale, l'APEA, l'intégration des étrangers et les structures d'accueil de la petite enfance. Membre de divers conseils de fondation, il siège, notamment, aux comités de l'ARTIAS et de la CSIAS.

Sociologue, **Caroline Regamey** exerce la fonction de chargée de politique et de recherche sociales au Centre social protestant Vaud. Les besoins des usager-ère-s s'y révèlent au travers des consultations sociales et juridiques dispensées, ainsi que certains points de tension des dispositifs sociaux.

Principaux domaines d'étude : pauvreté et précarité, migrations et travail social, minima vitaux et aide sociale, jeunes et dispositifs sociaux.

Atelier 2

L'aide aux réfugiés : une intervention sociale pour des personnes spécialement vulnérables ou spécialement résilientes ?

Denise Efionayi-Mäder : Directrice adjointe du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM), Université de Neuchâtel

Francine Kalume : Cheffe d'équipe Groupe Emploi - Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM)

Résumé

En 2015, le nombre de personnes ayant fui les conflits et demandant refuge à la Suisse a connu une forte augmentation. Certaines de ces personnes ont obtenu un statut de réfugié, d'autres une admission provisoire, d'autres sont encore en attente d'une décision avec un statut de requérant d'asile. Beaucoup resteront durablement en Suisse. Comment, dès lors, soutenir leur intégration sociale et professionnelle et aider à la reconstruction de soi ?

Cet atelier a pour but d'explorer les divers champs de tension et les défis de l'intervention auprès de réfugiés et admis provisoires par le développement d'une approche autoréflexive des intervenant_e_s. En sous-groupe, les participant_e_s seront amenés à réfléchir comment identifier et prendre en compte le potentiel des personnes migrantes, tout en tenant compte à la fois de leurs vulnérabilités particulières et du contexte institutionnel et normatif dans lequel ils sont accueillis. Nous tenterons d'esquisser des pistes pour établir un dialogue constructif permettant de concilier prise en charge par un tiers/une institution et respect de l'autonomie des personnes. Selon le besoin des participants, une partie pourra être consacrée à des questions-réponses entre les participants et les intervenantes.

Moyens : présentations, situations concrètes, travail en sous-groupe, discussion

Notices biographiques

Francine Kalume travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de la migration, de la formation et de l'intégration professionnelle. Enseignante, psychologue du travail et diplômée en analyse du travail et construction des compétences professionnelles de l'Université de Genève, elle travaille à l'EVAM où elle est responsable de deux équipes de conseillers en emploi et d'éducateurs en milieu de formation.

Denise Efionayi-Mäder est responsable de projets et directrice adjointe du Forum Suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) de l'Université de Neuchâtel. Elle est diplômée en sociologie et en management public de l'Université de Genève, elle a réalisé différentes recherches dans les domaines de l'asile, de la migration régulière et irrégulière concernant divers aspects de politique sociale, de santé et d'intégration en général.

Atelier 3 **Entre autonomie et contrôle : enjeux de l'insertion des jeunes et des jeunes adultes »**

Dunya Acklin : Professeur HES-SO / Haute école de travail social Fribourg
Brigitte Thuillier : Directrice de l'association Mobilet

Résumé

Par le dialogue entre pratiques professionnelles et résultats de recherche, il s'agira d'identifier et d'interroger les champs de tension concernant l'accompagnement des jeunes dans des dispositifs d'insertion caractérisés par des logiques très affirmées : accès à la formation professionnelle, travail sur un projet devant être « réaliste et réalisable », sur les compétences sociales et personnelles, *coaching*, obligations de résultats. Quelles valeurs, logiques et principes sous-tendent l'accompagnement des professionnel-le-s des jeunes vers l'insertion ? Face aux cadres prescriptifs, quelles marges de manœuvre sont prises pour rencontrer les jeunes, avec leurs aspirations et leurs rythmes, ne coïncidant pas toujours avec les visions des décideurs ? Comment est établie une collaboration propice à la réalisation de leur projet ? Il s'agira finalement d'approcher de manière globale la notion d'insertion, dans ses dimensions professionnelles, sociales, politiques et symboliques (De Gaulejac et al., 2014).

Notices biographiques

Brigitte Thuillier, éducatrice sociale de formation, a une expérience de plusieurs décennies auprès d'adolescents, de jeunes adultes et d'adultes en situation de précarité et d'exclusion. Depuis 2002, son activité professionnelle a été principalement axée sur l'insertion professionnelle des jeunes. Elle est directrice de l'association Mobilet depuis 2013 après avoir été adjointe de direction de cette même institution pendant 10 ans.

Dunya Acklin a obtenu une licence et un diplôme en travail social à l'Université de Fribourg, ainsi qu'un doctorat en sciences sociales. Depuis 2004, elle est professeure à la Haute école de travail social Fribourg. Dans ses recherches et enseignements, elle s'est notamment intéressée aux phénomènes d'insertion socioprofessionnelle et aux transitions école-métier, en particulier pour les jeunes adultes émergeant à l'aide sociale ou ayant fréquenté un semestre de motivation.

Atelier 4 L'accompagnement des familles pauvres

Pascal Gaberel : Professeur HES-SO / Haute école de travail social et de la santé - EESP Lausanne, membre PRN LIVES

Neslihan Selman : Responsable du programme de Coaching familles, Service de prévoyance et d'aide sociales (SPAS), DSAS

Vanessa Alonso : Responsable de projet et job-coach, Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière – Vaud

Résumé

La question de l'accompagnement des familles en situation de pauvreté semble aussi ancienne que les interrogations des intervenants sur leur statut dans l'action sociale (Flexner, 1915), celles sur les effets de la charité (Simmel, 1901) ou celles sur le paupérisme (Tocqueville, 1835). Ce dernier fustigeait l'absence de solidarité familiale qui reporte les coûts sur la charité d'Etat, Swift (1728) suggérait, lui ironiquement, aux familles nombreuses de soulager leur pauvreté en vendant leurs plus jeunes enfants à de riches gourmets intéressés. Actuellement, l'enfant, devenu rare et précieux, donne son statut à la famille mais il peut aussi l'entraîner dans les zones sombres de la précarité et de la pauvreté en raison des coûts monétaires, des ressources et du temps de soin qu'il nécessite. Les ménages monoparentaux et les familles nombreuses le savent bien.

Dans le canton de Vaud, l'entrée en vigueur des Prestations Complémentaires Familles a permis à certains ménages professionnellement actifs de s'affranchir du RI et du suivi financier et social qui l'accompagnait. D'autres ménages disposent d'un revenu d'activité très faible, la PC Familles ainsi calculée est insuffisante pour leur permettre de sortir du RI. Le projet pilote Coaching familles (CoFa) mis en route en 2012 par le SPAS avec l'appui de la Fondation Mode d'emploi, de la Société coopérative Démarche et de l'OSEO, vise l'insertion de ces familles exerçant une activité lucrative et bénéficiant de l'aide sociale. Son objectif est de donner la possibilité aux familles aidées par le RI de sortir durablement de l'aide sociale en augmentant et stabilisant leurs revenus afin de leur permettre de couvrir le minimum vital grâce aux PC Familles ou d'être financièrement autonomes.

Des coaches professionnels assurent un suivi spécialisé, élaborent un plan d'action selon le profil des participants et les soutiennent dans les différentes démarches liées à leur insertion professionnelle. Durant la démarche, le suivi, des familles est transférées du RI aux PC Familles. Les participants ont également accès, selon leurs besoins, à des formations courtes entièrement prises en charge dans le cadre du projet, afin de compléter ou de mettre à jour leurs compétences.

Notices biographiques

Neslihan Selman-Seker, est responsable de l'unité insertion au sein du Service de prévoyance et d'aide sociales du canton de Vaud. Avec son équipe, elle conduit différents projets dans le domaine de la réinsertion socioprofessionnelle des personnes précarisées. En 2012, elle a développé le projet Coaching Familles destiné aux familles qui travaillent mais dont les revenus ne sont pas suffisants pour s'affranchir de l'aide sociale. Son unité pilote ce programme devenu depuis pérenne.

Vanessa Alonso est responsable de projet au sein de l'OSEO Vaud, entreprise d'insertion offrant des programmes d'intégration socio-professionnelle à plus de 2000 personnes par année, ceci depuis plus de 25 ans. Ayant effectué un master en politiques sociales et développement à l'Université de Lausanne et un CAS de spécialiste en insertion, elle gère le programme CoFa (Coaching Familles) pour l'OSEO, accompagne des familles mais est aussi job-coach pour COI (Cellule Intégration Orientation) qui collabore avec l'Assurance Invalidité.

Formé à la recherche au Laboratoire de sociologie de la famille (UNIGE), au Service de la recherche en éducation (SRS/SRED), ainsi qu'à l'aide sociale à l'Hospice Général (GE), **Pascal Gaberel** travaille sur les questions de pauvreté, de santé et les dynamiques familiales comme Professeur associé à la HETS & Sa | EEP | HES-SO à Lausanne et au sein de LIVES. Dernier ouvrage paru : Bachmann, L., Gaberel, P.-E., & Modak, M. (2016). *Parentalité : perspectives critiques*. Lausanne : EESP.

Atelier 5 L'aide aux chômeurs de longue durée : réalités et enjeux

Fabio B. Losa : Enseignant-chercheur, Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI), membre PRN LIVES

Stéphane Der Stépanian : Responsable du programme AvantAge, Pro Senectue Vaud

Résumé

La Suisse continue d'être parmi les pays au monde les moins touchés par le chômage et, malgré cela, elle affiche une proportion de chômeurs de longue durée qui la place au milieu du classement européen. Verre à moitié vide ou à moitié plein ? Quelles explications ? Qu'en est-il des enjeux individuels, sociaux et économiques ? Quels défauts et marge de manœuvre dans les stratégies adoptées ou proposées par les pouvoirs politiques à différents niveaux institutionnels pour soutenir et accompagner les chômeurs de longue durée ?

Après les introductions des deux animateurs de l'atelier, un travail en sous-groupes sera proposé aux participants et un débat suivra les présentations des résultats. Puis, lors de la conclusion de l'atelier par les animateurs, ceux-ci proposeront quelques éclairages théoriques et issus de l'expérience du terrain en matière de nouveaux projets actuels.

Notices biographiques

Depuis plus de vingt années, **Stéphane Der Stépanian** est impliqué dans l'accompagnement des seniors en transition de carrière et il bénéficie d'une large expertise au sujet des réalités des 50 ans et plus dans le contexte du monde du travail. En qualité de responsable d'AvantAge en Suisse romande, centre de compétences créé par pro Senectute, il œuvre activement auprès de ces publics spécifiques, mais aussi auprès des entreprises et des collectivités publiques, dès lors qu'il s'agit de sensibilisation à toutes les questions liées à l'employabilité des seniors en entreprise, les notions de savoir rester savoir partir, mais aussi au sujet des difficultés liées à la perte d'emploi.

Docteur en sciences économiques et titulaire d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR), **Fabio B. Losa** est enseignant-chercheur à la HES de la Suisse Italienne (SUPSI), chercheur associé au Pôle de recherche national LIVES et au CREM-CNRS (Université de Rennes 1). Dans son activité de recherche, il s'occupe principalement de marché du travail, développement économique et évaluation de politiques. Parmi ces publications il y a des travaux sur les working poor et le chômage de longue durée.

Atelier 6 L'insertion : quelle responsabilité sociale pour les employeurs ?

Maël Dif-Pradalier : Enseignant-chercheur, Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI)

Adrien Landolt : Travailleur social, Unité transition au travail, Centre d'Orientation et de Formation Professionnelles (COFOP)

Résumé

Dans de nombreux pays, une part croissante de la jeunesse connaît des difficultés importantes en matière d'accès et d'insertion sur le marché du travail. Face à ce constat, le rôle et la responsabilité des employeurs sont régulièrement interrogés. Parmi les dispositifs imaginés pour accompagner et faciliter cette entrée ou ce retour en emploi de publics en marge, il existe, en Suisse mais aussi en France, des réseaux ou groupements d'entreprises organisant des parcours de formation en alternance et accompagnant vers l'insertion professionnelle. Sur la base de travaux de recherche récents, les usages et les potentialités de ces groupements ou réseaux seront présentés ainsi que leurs limites et les tensions qu'ils font naître.

Du point de vue de la pratique, les enjeux prennent notamment forme dans les liens qu'entretiennent les professionnels de l'insertion avec les employeurs potentiels. L'UTT, qui accompagne des jeunes de 15 à 21 ans dans leurs démarches de recherche de formation, a effectué un récent travail autour d'une grille d'évaluation des vulnérabilités. Cette étude a permis d'un côté aux intervenants d'affiner le développement de pistes d'intervention originales ainsi que l'appréhension du public accueilli et de l'autre, de sensibiliser les employeurs aux parcours non linéaires. Une présentation de ce nouvel outil d'intervention sera ensuite posée.

Suite à l'introduction des deux intervenants (30 min max), une réflexion sera organisée par sous-groupes sur un thème précis en lien avec la question de la responsabilité des employeurs en matière d'insertion (30-45 min), introduit par un court texte (article de presse ou de vulgarisation, courte présentation de « cas », etc.) et qui donnera ensuite lieu à une restitution de chaque sous-groupe au reste des participant-e-s à l'atelier (30 min). Une synthèse des deux intervenants (10-15 min) conclura l'atelier.

Notices biographiques

Adrien Landolt, éducateur social à l'UTT (Unité de Transition au Travail), une structure du COFOP (centre d'orientation et de formation professionnelles) qui propose des programmes d'insertion à temps partiel avec un accent mis sur le développement de l'estime de soi. Il est également étudiant en Master en Travail Social et s'intéresse particulièrement aux effets de la nouvelle gestion publique sur la pratique des travailleurs sociaux. Il a auparavant travaillé cinq ans dans la prévention, dans les domaines de la santé sexuelle ainsi que le suicide des jeunes.

Maël Dif-Pradalier est sociologue et actuellement enseignant-chercheur à la SUPSI (Haute école spécialisée de la Suisse italienne) et responsable du CAS « Spécialiste en insertion professionnelle » du Programme romand HES-SO de formation à l'insertion professionnelle (PROFIP). Ses thèmes de recherche portent sur les questions liées à l'insertion professionnelle, à l'apprentissage, aux politiques sociales dites actives et plus généralement sur le travail et l'emploi.

Atelier 7 **Quand le service social et de l'emploi collaborent : retour sur expérience de l'« Unité commune » à Lausanne**

Giuliano Bonoli : Professeur IDHEAP UNIL, membre PRN LIVES et PRN On the Move
Florent Grin : Responsable de l'Unité Commune ORP-CSR, Ville de Lausanne

Résumé

La réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale est un problème qui n'a pas été résolu de manière satisfaisante dans le système de sécurité sociale suisse. Pour faire face à cette problématique, la Ville de Lausanne et le canton de Vaud ont décidé de mettre en place et de faire évaluer un dispositif pilote basé sur une collaboration entre service social et ORP. A partir du 1^{er} février 2015 une partie des nouveaux bénéficiaires du RI avec un taux d'emploi inférieur ou égal à 50% et considérés comme capables de travailler ont été adressés à une « Unité commune » comptant dans ses rangs des assistants sociaux et des conseillers ORP.

L'atelier permettra de revenir sur cette expérience unique en Suisse, d'en débattre et d'identifier les enseignements utiles pour la réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale.

Notices biographiques

Florent Grin est au bénéfice d'un diplôme de commerce. Après quelques années d'expérience professionnelle en lien avec sa formation, il s'est dirigé vers le domaine des Ressources Humaines. Il ensuite occupé la fonction de conseiller en placement à l'ORP de la Ville de Lausanne. En parallèle, il a obtenu son brevet fédéral RH. Toujours intéressé à faire évoluer les pratiques, il a pris la responsabilité d'une équipe pluridisciplinaire afin de développer le projet d'unité commune ORP-CSR à la ville de Lausanne.

Giuliano Bonoli est Professeur de politique sociale à l'Institut d'hautes études en administration publique (IDHEAP) de Lausanne. Dans le passé, il a enseigné aux Universités de Fribourg et Berne en Suisse et de Bath en Grande Bretagne. Ses recherches portent sur le processus de transformation de l'Etat providence dans les sociétés contemporaines et en particulier sur les politiques de l'emploi et la réinsertion professionnelle. Parmi ses publications récentes on peut signaler l'ouvrage : *The origins of active social policy : labour market and childcare policy in a comparative perspective*, Oxford University Press, 2013. En 2008, il a reçu le prix Latsis national pour ses recherches sur l'Etat social.

Atelier 8 **Encouragement précoce : des dispositifs pour promouvoir l'égalité des chances dès la petite enfance**

Isabelle Villard Risse : Collaboratrice scientifique OFAS, Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté

Marta Pinto : Cheffe de projet, Programme "Petits : pas", Service de la santé publique (SSP), DSAS

Résumé

Une des stratégies efficaces de prévention de la pauvreté passe par un renforcement des ressources dès la petite enfance. Les dispositifs d'encouragement précoce contribuent à soutenir le développement des jeunes enfants et à renforcer le pouvoir d'agir et les compétences des familles.

Plusieurs études montrent qu'investir dans une politique globale de la petite enfance est rentable à moyen ou long terme : des effets positifs sont observés sur le développement cognitif et émotionnel des enfants, sur leur parcours de formation et leur carrière professionnelle.

Les enfants issus de milieux défavorisés profitent particulièrement des offres en matière de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance.

L'atelier propose d'explorer l'une de ces offres : le dispositif « Apprendre en jouant petits : pas », mis en place dans le canton de Vaud, et de mener une réflexion autour de trois thèmes : l'identification et l'accès au public-cible, la durabilité des effets du dispositif auprès des familles et la transition de programmes individuels aux offres et structures collectives.

Notices biographiques

Politologue et formatrice d'adultes, **Marta Pinto** est cheffe de projet dans le domaine de la prévention et de la politique sociale au Département de la santé et de l'action sociale. Elle a travaillé plusieurs années dans le champ de la migration et de l'intégration. Depuis 2013, elle est responsable du déploiement vaudois du dispositif « Apprendre en jouant, petits : pas ».

Titulaire d'une licence en travail social et politiques sociales de l'Université de Fribourg, **Isabelle Villard Risse** a travaillé plusieurs années dans les domaines de la politique familiale et de la politique sociale auprès de la Confédération et de l'Etat de Fribourg. Depuis 2014, elle est responsable du domaine « encouragement précoce » dans le cadre du Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté mis en œuvre par l'Office fédéral des assurances sociales.

Atelier 9 **Les limites de l'accompagnement des situations complexes en grande précarité**

Milena Chimienti : Professeur HES-SO/Haute école de travail social Genève

Angela Oriti : Co-directrice, Association de soutien aux victimes de traite et d'exploitation (ASTREE), Lausanne

Résumé

Pour discuter des limites de l'accompagnement des situations complexes et en grande précarité, nous allons nous pencher dans le cadre de cet atelier sur le cas des victimes de la traite dans le domaine de la prostitution. Depuis les années 1990, plusieurs traités internationaux ont été ratifiés visant à renforcer la coopération des États dans la lutte contre le crime organisé transnational dont la traite des personnes. Dès lors, différents organismes de lutte mais aussi de soutien aux victimes de traite ont été mis en place au niveau international, national et local.

Ces organismes se trouvent face à une situation compliquée car la traite est loin d'être le simple résultat d'une intervention criminelle, mais découle d'une combinaison de facteurs économiques, sociaux et politiques en lien également avec la manière dont est régulé l'accès au marché du travail et au séjour dans les pays de destination.

De ce fait, l'identification d'une victime de la traite est complexe puisqu'elle sera partie prenante et consciente de l'exploitation dont elle fait l'objet. Comment est-il possible de l'accompagner tout en reconnaissant sa capacité à agir ? A travers le récit d'une victime de traite prise en charge par ASTREE, nous nous proposons d'identifier les indicateurs de traite, les besoins de la victime et le parcours de prise en charge. Ces éléments permettront de discuter des limites de l'accompagnement et des améliorations possibles au niveau des standards de protection pour les victimes.

Notices biographiques

Milena Chimienti est Professeure à la Haute Ecole de travail social, HES-SO Genève. Elle a mené des recherches dans le domaine de la prostitution et de la migration depuis la fin des années 1990. Ses dernières publications sont : 'The spatial reorganisation of the red-light districts of Amsterdam and Zurich as a result of urban regeneration', avec *I. Van Liempt* (*Gender Place and Culture* à paraître); 'A 'continuum of sexual economic exchanges' or 'weak agency'? Female migrant sex work in Switzerland' avec M. Lieber (In Skilbrei M-L., Spanger M., *Unpacking the Meaning of Sex for Sale*, London: Routledge, à paraître); 'Swiss policy on prostitution: a regulation system close to the ground' with G. Bugnion (In Jahnsen, S and Wagenaar, H. (eds) *Assessing European Prostitution Policies*, London: Routledge, 2017).

Angela Oriti, titulaire d'une formation en droit, a dirigé des projets internationaux dans le domaine de l'accès aux soins et de la protection des mineurs non accompagnés et des victimes de la traite pour Médecins Sans Frontières et Save the Children. En Suisse elle a été responsable des programmes nationaux de Médecins du Monde. Avec Anne Ansermet Pagot elle a fondé et codirige l'association ASTREE qui gère, depuis 2015, le dispositif vaudois de protection des victimes de traite et d'exploitation.

Atelier 10 **Handicap et accessibilité : quels accompagnements ?**

Emilie Rosenstein : Assistante doctorante, Université de Genève, membre PRN LIVES

Céline Blanc : Cheffe du service de conseil social, Pro Infirmis Vaud

Résumé

Parmi les défis de l'accompagnement dans le champ du handicap, l'enjeu de l'accessibilité occupe une place centrale. En effet, promouvoir l'insertion et l'autonomie des personnes confrontées au handicap implique d'agir conjointement sur l'accès à la formation, à l'emploi, au logement, mais aussi à la culture et aux différentes dimensions qui constituent la participation citoyenne. Ainsi, l'enjeu de l'accessibilité souligne les multiples facettes qui font des politiques sociales un outil de lutte contre les inégalités et contre le risque de pauvreté face au handicap. Mais qu'en est-il de l'accessibilité des dispositifs sociaux eux-mêmes ? Quels sont les besoins et les obstacles en matière d'accès aux prestations sociales et sanitaires ? Et plus généralement, comment les politiques sociales envisagent-elles l'accompagnement des personnes confrontées au handicap ? Cet atelier propose de discuter ces questions à partir d'exemples issus d'études sur l'Assurance-invalidité et de pratiques innovantes développées par Pro Infirmis Vaud.

Notices biographiques

Céline Blanc est cheffe de service du conseil social à Pro Infirmis Vaud, association d'aide et de conseil en faveur des personnes handicapées. Elle y a la référence du Case Management, prestation qui vise en particulier le maintien à domicile de personnes se trouvant dans des situations complexes. Elle est également engagée dans le projet HandiLoge qui a comme objectif de favoriser l'accessibilité à la location d'un logement pour les personnes handicapées.

Emilie Rosenstein est sociologue, chercheuse à l'université de Genève et membre du pôle de recherche national *LIVES – Surmonter la vulnérabilité : Perspective du parcours de vie*. Elle réalise une thèse de doctorat portant sur l'insertion sociale et professionnelle des personnes ayant recours à l'Assurance-invalidité. Ses domaines d'expertise incluent les politiques sociales, les politiques du handicap, ainsi que les politiques d'insertion dédiées aux jeunes en situation de vulnérabilité.

Atelier 11 **Pauvreté des migrants âgés : à nouveau problème, nouvelle intervention**

Claudio Bolzman : Professeur HES-SO / Haute école de travail social Genève, membre PRN LIVES

Elma Hadžikadunić : Responsable du programme Age et Migration, Entraide protestante suisse (EPER)

Résumé

Présentation de l'atelier : Cet atelier s'intéresse d'une part aux trajectoires et conditions de vie des personnes âgées avec un background migratoire en situation de pauvreté, d'autre part aux réponses apportées au niveau institutionnel et associatif à la pauvreté de ces personnes. Dans un premier temps les intervenant-e-s feront état, à partir des exemples concrets, de la diversité des parcours de vie et des facteurs contextuels qui peuvent amener à des situations de pauvreté. Ils mettront en évidence également certains écarts entre les besoins des personnes âgées migrantes et les interventions institutionnelles. Dans un deuxième temps l'atelier permettra un échange entre les participant-e-s autour de leurs propres expériences, mais aussi autour des perspectives qui pourraient mieux répondre aux besoins de ces nouvelles populations précarisées.

Les principales questions abordées dans les échanges seront les suivantes : Comment atteindre les migrant-e-s âgé-e-s ? Quelles solutions apporter, et par qui, pour une prise en charge adéquate de ces populations vulnérables ? Finalement, quels changements apporter aux prestations existantes pour un accès facilité de ces personnes au système socio-sanitaire ?

Notices biographiques

Politologue de formation, **Elma Hadžikadunić** est responsable du projet Age et Migration dans le canton de Vaud depuis son lancement en 2012. Son intérêt pour les questions migratoires est à mettre en lien avec son propre parcours de migrante originaire de Bosnie-Herzégovine. Son savoir dans ce domaine s'est confirmé à travers ses expériences professionnelles en Suisse et à l'étranger. Elle a une très bonne connaissance du réseau cantonal dans les domaines de la migration, de la santé et du social. Elle possède également des capacités et de l'expérience en médiation, nécessaires pour la bonne conduite d'un tel projet.

Claudio Bolzman est docteur en sociologie et professeur à la Haute école de travail social (Genève) de la HES-SO. Il est spécialiste de la thématique « âge et migration » sur laquelle il a mené diverses recherches et études, y compris dans le cadre du NCCR LIVES, et contribué à de nombreuses publications. Il s'intéresse notamment aux parcours de vie de ces personnes, à leurs conditions de vie actuelles et aux perspectives de soutien à développer. Il est régulièrement sollicité pour présenter ses travaux dans le cadre des colloques scientifiques, ainsi que dans des formations pour les professionnels du travail social et de la santé.

Atelier 12 **Sans abrisme : possibilités et limites de l'accompagnement**

Hélène Martin : Professeur HES-SO/Haute école de travail social et de la santé - EESP
Lausanne

Christophe Cloarec : Chef opérationnel, Equipe Mobile d'Urgence Sociales (EMUS)

Résumé

Le sans abrisme est problématisé aujourd'hui en termes d'ordre public, de gestion de l'espace public et d'intervention sociale. Dans cet atelier, nous aimerions spécifiquement discuter de la mise en œuvre de l'intervention sociale auprès des personnes sans abri en nous interrogeant sur les manières dont le sans abrisme est défini et sur les modalités d'intervention qui découlent de ces définitions. Différentes définitions du sans abrisme entrent-elles en concurrence ? Qui est ciblé par les dispositifs mis en place et en fonction de quelles conceptions de l'aide ? Quelles caractéristiques (de genre, de nationalité, quels besoins, quels comportements, ...) sont attendues des destinataires de l'intervention ? Et qui sont, en conséquence, les personnes exclues des mesures mises en place ? De leur côté, comment les destinataires de l'aide reçoivent-ils cette dernière ? Et enfin comment les travailleuses et les travailleurs sociaux parviennent-ils à dispenser de l'aide à partir de leur position intermédiaire entre des politiques top-down le plus souvent restrictives et des personnes leur adressant des demandes qui tantôt excèdent le soutien fourni, tantôt le détournent ou le refusent ?

Notices biographiques

Infirmier depuis 25 ans, **Christophe Cloarec**, en tant que Chef Opérationnel, a participé à la construction de l'EMUS (Equipe Mobile d'Urgences Sociales) en 2011. Il gère depuis cette équipe qui, exclusivement de nuit à l'origine, et depuis mars 2016 24h/24h, travaille au quotidien auprès des populations sans abri du canton de Vaud.

Docteure en anthropologie, professeure à la HETS&Sa, **Hélène Martin** enseigne et mène des recherches sur les discriminations liées au sexisme, au racisme et au classisme. Elle prépare actuellement, avec Rebecca Bendjama (doctorante et chargée de recherche à la HETS&Sa) et Graciana Fornage (stagiaire dans le cadre du MATS) un projet sur le soutien bénévole aux personnes sans abri dans les cantons de Vaud et du Valais.

Atelier 13 **Accompagnement des jeunes par la formation : ouvertures et limites**

Delia Pisoni : Assistante diplômée, IDHEAP UNIL

Donatella Morigi Pahud : Adjointe de direction AccEnt-CVAJ

Françoise Jacques : Cheffe de service, Services de prévoyance et d'aide sociales (SPAS), DSAS

Résumé

Alors que la formation a toujours été un atout sur le marché de l'emploi, son importance a considérablement augmenté dans les années passées. Effectivement, les « sociétés du savoir » sont de plus en plus tournées vers une force de travail hautement qualifiée. En Suisse aussi, l'absence de formation professionnelle rend l'accès au marché de l'emploi plus difficile et plus instable. Les jeunes adultes (18-25ans) bénéficiaires de l'aide sociale sont particulièrement concernés par cette problématique, 70% d'entre eux n'ayant pas de formation post-obligatoire.

Dans une optique d'investissement social, le gouvernement vaudois développe une stratégie d'insertion par la formation pour les jeunes bénéficiaires de l'aide sociale, en privilégiant une orientation vers le dispositif des bourses d'étude plutôt que celui de l'aide sociale pour les jeunes aptes à entrer dans un projet de formation. Cette stratégie est fondée sur les résultats très encourageants du programme pilote FORJAD, mis sur pied depuis 10 ans. Toutefois, seule une partie du groupe cible peut accéder à ce dispositif. Cet atelier vise à discuter les potentiels et les limites de cette politique.

Notices Biographiques

Françoise Jaques est la Cheffe du service de prévoyance et d'aide sociales du canton de Vaud depuis 2006, en charge du développement et de la mise en œuvre de la politique sociale concernant différents domaines: celui des personnes en situation de handicap, des personnes en grande vulnérabilité financière et sociale soutenues par l'aide sociale, des personnes bénéficiant des prestations du bureau d'aide et de recouvrement des pensions alimentaires (BRAPA), ainsi que des personnes victimes de violence.

Licenciée en sciences politiques de l'Université de Lausanne, elle a précédemment dirigé la Division concernant les professionnels de la santé et la qualité au service de la santé publique, et travaillé quelques années au secrétariat général de la Fédération des hôpitaux vaudois.

Donatella Morigi Pahud est adjointe de direction et responsable de l'Unité de recherche et développement de la mesure AccEnt gérée par le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ). L'accompagnement AccEnt est destiné aux jeunes adultes qui effectuent une formation professionnelle initiale dans le cadre du programme FORJAD.

Après une licence en sociologie-anthropologie à l'Université de Lausanne, elle a travaillé pour une association active dans l'insertion des personnes en recherche d'emploi, elle a collaboré à des projets de recherche (Unil, EESP) et également été engagée dans l'enseignement du français à des migrants allophones.

Delia Pisoni est dans sa dernière année de doctorat au sein de l'unité de politique sociale à l'Institut De Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) de l'Université de Lausanne. Dans sa thèse elle s'intéresse à l'accès à des programmes de formation professionnelle pour jeunes adultes en situation difficile. Par l'intermédiaire de sa thèse elle voudrait plus généralement contribuer à la compréhension, dans le cadre des politiques sociales, du phénomène dit de l'Effet Matthieu, d'après lequel les personnes plus désavantagées ont moins accès aux politiques qui leur sont destinées.